

PÉTROLE

9 novembre 1987

L'Europe et le Golfe condamnés à s'entendre

Les experts réunis par la Chambre de commerce franco-arabe sur la nécessité d'une coopération. Mais les formules à développer restent floues.

Les nations d'Europe et les pays producteurs de pétrole sont interdépendants. Ils doivent donc coopérer. Oui, mais comment ?

Ces deux affirmations et cette question ont occupé l'essentiel de la deuxième journée du colloque organisé par la chambre de commerce franco-arabe sur « le pétrole arabe, le développement économique et la coopération internationale ».

L'actualité s'est d'ailleurs chargée de montrer à quel point ces problèmes étaient concrets et urgents puisque, on le sait, les ministres des Affaires étrangères des Douze viennent de donner mandat à la Commission de Bruxelles de négocier un accord commercial (de libre échange) avec les États membres du Conseil de coopération du Golfe. Une décision que le président de la CCFA, Michel Habib-Deloncle, a salué comme « un événement important ».

L'Europe, ce n'est pas une surprise, dépend du pétrole arabe pour une grande part de ses approvisionnements.

Mais les pays producteurs sont de leur côté tributaires de ces marchés. C'est ce que s'est efforcé de montrer, dans

son exposé, Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

Malgré l'importance prise par le mer du Nord, le brut et les produits pétroliers en provenance de ces pays représentent, avec 246 millions de tonnes en 1986, près de la moitié des importations européennes.

Après un palier de quelques années, ces quantités devraient d'ailleurs recommencer à croître. Mais, inversement, elles correspondent, en volume et en valeur, à près de la moitié des exportations pétrolières arabes !

L'effondrement des cours du brut s'est traduit par une réduction considérable des ressources des producteurs.

La valeur des exportations pétrolières des pays arabes vers la CEE est tombée à 28 milliards de dollars en 1986, contre 39 en 1985 et 98 milliards de dollars en 1980.

Or si l'on admet qu'une grande partie des ressources tirées du pétrole revient en Europe, pour réaliser des achats de biens commerciaux ou des investissements — l'ambassadeur d'Irak a parlé de 80 % — les pays consommateurs ont, à côté de quel-

ques avantages, beaucoup à redouter d'un prix du pétrole trop bas. Telle est en tout cas la thèse que soutient M. Sarkis.

Comment, alors, organiser la coopération entre les partenaires, puisque ceux-ci sont, en quelque sorte, condamnés à s'entendre ? Sur ce point, il faut l'avouer, les idées ne paraissent pas encore bien décantées. M. Sarkis semble penser que c'est au niveau des États que doivent se développer les relations. M. Antoine Ayoub, professeur à l'université Laval au Québec, penche lui, pour une coopération « d'entreprise ».

Incontestablement, cette formule aurait un contenu plus riche. Mais elle n'est sans doute pas, non plus, la plus aisée à mettre en œuvre. C'est ce que montrent, par exemple, les avatars des négociations gazières franco-algériennes, toujours dans l'impasse. Rappelant qu'il avait été, avec Bourguiba, un ardent supporteur du dialogue euro-arabe, l'ancien ministre Michel Jobert n'a pu éviter une note pessimiste :

« On a parlé de politique, malheureusement, au lieu de parler d'économie. »

Edouard THÉVENON.